

## **Renaud Girard « Pour un dialogue libre avec la Russie »**

CHRONIQUE - Snober la Russie, pour la rejeter dans les bras des Chinois, constitue une faute stratégique cardinale de la part des Européens.

Par [Renaud Girard](#)

Publié hier à 19:52, mis à jour hier à 19:52

Renaud Girard Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

Au sommet de l'Otan, qui se déroulera à Londres les 3 et 4 décembre 2019, on parlera beaucoup de la Russie et assez peu du Kosovo et de l'Afghanistan, deux missions où, agissant en dehors de son cadre initial, la structure militaire du traité de l'Atlantique Nord n'a pas particulièrement brillé.

Mise en place en 1949, l'Otan a réussi sa mission initiale, qui était de protéger les pays d'Europe occidentale des velléités de prédation soviétique. Depuis la crise géorgienne de 2008, et plus encore depuis la crise ukrainienne de 2014, les pays membres de l'Otan frontaliers de la Russie (Norvège, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne) ne cachent pas leur inquiétude quant aux intentions de Moscou à leur égard, réelles ou supposées. Ils estiment que le Kremlin cherche à limiter leur souveraineté par tous les moyens: l'intimidation politique, les pressions économiques, le cyber-harcèlement, l'intrusion militaire navale (sous-marins en mer Baltique et le long des fjords de Norvège) ou aérienne. Ils pensent que Vladimir Poutine poursuit le projet secret de les «finlandiser», comme on disait pendant la guerre froide, après le traité entre Helsinki et Moscou d'avril 1948. Ils envisagent même l'hypothèse d'une invasion militaire russe de tout ou partie de leurs territoires. En conséquence, ils ont demandé, et obtenu, la présence chez eux de soldats appartenant aux trois grandes puissances militaires de l'Otan (Amérique, France, Angleterre).

Leurs alarmes sont sans doute exagérées, car Vladimir Poutine est davantage un centriste qu'un extrémiste dans son pays. Le 2 mai 2014, après que 31 militants prorusses eurent péri dans un incendie criminel à Odessa, il aurait très bien pu saisir ce prétexte et s'emparer de la ville portuaire, emblématique de l'histoire russe révolutionnaire. Personne en Ukraine n'aurait eu les moyens de l'en empêcher, et personne en Occident n'en aurait eu la volonté. Il ne l'a pourtant pas fait.

La confrontation Europe-Russie actuelle a quelque chose d'anachronique

C'est vrai que Poutine a dit un jour: «*Quiconque n'a pas été attristé par la disparition de l'Union soviétique n'a pas de cœur!*» Mais on oublie toujours de citer la seconde phrase de la formule: «*Quiconque entend la rétablir n'a pas de raison!*» Néanmoins, les Polonais et les Baltes ont un passé avec la Russie qui les autorise pleinement à s'en méfier. L'Otan est donc dans son rôle quand elle effectue des manœuvres militaires interalliés dans ces pays, afin de les rassurer.

Mais si l'on prend de la distance, spatiale et temporelle, si l'on se projette stratégiquement dans l'avenir, la confrontation Europe-Russie actuelle a quelque chose d'anachronique. Il suffit

de passer quelques jours dans cette capitale brillante qu'est devenue Moscou, de converser avec quelques étudiants ou jeunes entrepreneurs, pour sentir que les Russes se sentent culturellement européens. Snober la Russie, pour la rejeter dans les bras des Chinois, constitue une faute stratégique cardinale de la part des Européens. Les sanctions que l'Union européenne (UE) a imposées à la Russie sont dommageables aux deux ; elles ne profitent objectivement qu'aux Américains et aux Chinois. Il est faux de dire que l'obsession de Poutine est de briser l'UE, quand la banque centrale russe privilégie actuellement l'euro sur le dollar dans l'accroissement de ses réserves de change.

### **Grognements des néoconservateurs français**

C'est quelque chose qu'Emmanuel Macron a compris. Indifférent aux grognements des néoconservateurs français alignés sur la politique étrangère américaine, le président de la République a décidé de nouer un dialogue stratégique indépendant avec la Russie. Est-ce à dire qu'il faudrait désarmer devant elle? Certainement pas! Les Russes respectent le muscle. Ce n'est pas un hasard si de Gaulle fit sa visite historique en Russie (où il proposa «*la détente, l'entente et la coopération*») en juin 1966, au moment même où la force de frappe nucléaire française était devenue opérationnelle.

S'ouvre, entre le 9 décembre 2019 et le 9 mai 2020, une exceptionnelle fenêtre d'opportunité pour la relation franco-russe. Le 9 décembre aura lieu à Paris un sommet sur l'Ukraine en format «Normandie» entre les leaders français, allemand, russe et ukrainien, afin de parvenir à un règlement définitif du conflit au Donbass. Kiev et Moscou ont déjà fait des gestes de bonne volonté. Zelensky accordera-t-il une amnistie générale et une autonomie culturelle aux rebelles russophones du Donbass? Poutine donnera-t-il en échange aux navires ukrainiens un accès en mer d'Azov? C'est le seul «deal» raisonnable.

Une fois ce dossier réglé, Macron et Poutine pourraient avancer à grands pas dans la reprise de la coopération franco-russe et célébrer l'amitié retrouvée le 9 mai à Moscou, pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de la victoire contre le nazisme. Est-ce un rêve éveillé? Non. C'est juste de la realpolitik.